

EN 1936 :

Les élections d'Avril-Mai 1936.

Le chômage, les émeutes parisiennes du 6 février 1934, les exemples sanglants donnés par les dictatures dans une grande partie de l'Europe, la complaisance de certains milieux affairistes pour ces régimes autoritaires, l'agitation des liges fascistes, tout cela contribue à créer une tension très vive dans les milieux politiques. Deux fronts antagonistes se constituent. Le 14 juillet 1935, les leaders de la gauche font serment de rester unis pour barrer la route au fascisme ; ils créent le Front Populaire, à l'imitation du Frente Popular espagnol.

A Decize, la Ligue des Droits de l'Homme, présidée par Antoine Courbet, s'engage fermement dans ce combat et affirme sa confiance dans le triomphe de la raison et de la démocratie. Le 12 février, un meeting réunit 400 ouvriers devant le Café du Centre ; ils défilent dans la Grand-rue en chantant l'*Internationale*. Le 26 mai, 500 personnes se réunissent à La Machine ; le meeting est présidé par MM. Cornesse, Perrin, Courbet et Aurousseau ; les discours appelant à l'unité antifasciste sont prononcés par MM. Mathus (C.G.T.), Montaron (mutilé de guerre), Louis Croizé (S.F.I.O.), Guy Jéram (A.R.A.C.), René Chatout (P.C.F.) et Thibault (comité antifasciste Amsterdam-Pleyel).

En face, les groupes extrémistes ne rêvent que d'abattre la République et la droite parlementaire se débat dans les alliances instables avec un centre mouvant. Le journal *Paris-Centre* a beau souhaiter à ses lecteurs le premier janvier 1936, "*que 1936 nous apporte enfin la réconciliation nationale, la vraie, celle qui se scelle non par des discours dans des enceintes parlementaires, mais au fond du coeur de tous les hommes de bonne volonté*", le ton des éditoriaux va vite changer. Pierre Laval démissionne le 23 janvier, "*bien décidé à ne plus revenir*" [*sic*] ; le cabinet Sarraut qui lui succède se débat entre les sanctions imposées à l'Italie par la S.D.N., le réarmement de la Rhénanie par Hitler, l'agitation des éléments antiparlementaires, la crise agricole et un mécontentement grandissant de la plupart des classes sociales. Et il doit préparer les élections législatives d'avril-mai.

Dans la circonscription Nevers-II, le député sortant Potut a pris position pour le Front Populaire. Face à lui, deux autres candidats de gauche, théoriquement ses alliés : Edmond Nessler (S.F.I.O.) et René Chatout (Communiste). La droite n'est représentée que par l'indépendant François Thuizat, candidat d'un Front National assez faible dans le département.

L'Union Catholique appelle à voter contre les forces hostiles à l'Eglise, donc pour Thuizat. Un éditorial du comte de La Roche Aymon dans le *Nivernais* incite l'électeur "à se rappeler où le Cartel [des Gauches] nous a menés..." Le choix est clair : le Front Populaire est manipulé par les bolcheviks qui détruiront la société, alors que le Front National va sauver la France et restaurer sa grandeur et sa prospérité...¹

La veille du scrutin, *Paris-Centre* se déchaîne : "Votez Français ! La Section Française de l'Internationale Socialiste et la Section Française de l'Internationale Communiste sont au service des étrangers. [...] Le Front Populaire, c'est la guerre !" La peur des communistes est l'argument principal : quatre pages spéciales décrivent par le menu les crimes des soviets, le monstre Staline, l'armée rouge prête à envahir la France et les pires abjections de ce régime honni.

Pourtant, *Paris-Centre* appelle à voter Potut : "Votez pour le moins rouge contre les plus rouges !" Et l'appel aux abstentionnistes n'est pas oublié : "Il faut voter parce que ces élections décideront si les Français resteront un peuple libre ou deviendront un peuple d'esclaves, soumis au joug de Moscou."

Résultats du premier tour (dimanche 26 avril 1936) :

Circonscription	Nevers II	Decize	La Machine	Saint-Léger
CHATOUT	1598 voix	179	170	143
NESSLER	3464	285	519	73
POTUT	6060	658	408	211
THUIZAT	445	22	19	5

Georges Potut est donc réélu au premier tour. Dans son programme, on remarque plusieurs projets importants qui rejoignent les préoccupations de la nouvelle majorité de Front Populaire : améliorer les lois sociales, rajeunir les institutions, assurer à la jeunesse la sécurité et organiser une paix durable.

Au second tour (3 mai), les autres sièges nivernais sont remportés par Emile Périn (P.U.P., député sortant de Nevers-I), Bondoux (S.F.I.O., à Château-Chinon), Naudin (radical-socialiste à Clamecy) et Fié (député sortant S.F.I.O. de Cosne). A la nouvelle chambre, le Front Populaire est majoritaire : 345 députés sur 618. Dans la Nièvre, il dispose des cinq sièges.

¹ *Le Nivernais*, dimanche 19 avril 1936.

Alors que le ministère Sarraut règle les affaires courantes, Léon Blum, chef du parti S.F.I.O., qui dispose du groupe le plus important à l'assemblée, consulte ses alliés afin de former un gouvernement. Le 13 mai, le parti communiste annonce qu'il ne participera pas au gouvernement mais que ses députés le soutiendront. L'extrême-droite s'agite : des cortèges scandent des slogans hostiles à la république lors des fêtes de Jeanne d'Arc à Paris. A Decize, les mêmes fêtes sont célébrées par la Ligue Patriotique dans la grande salle des Minimes ; Monseigneur Flynn, évêque de Nevers, est présent ; l'abbé Moine prononce une conférence sur la femme au foyer. L'Eglise se méfie des thèses modernistes développées par cette nouvelle majorité qui - comble de l'anticonformisme - s'apprête à nommer trois femmes sous-secrétaires d'Etat !

Paris-Centre dénonce à nouveau le péril socialiste et entrevoit une *cinquième colonne* de l'armée rouge. D'autres dangers se présentent, bien plus réels : les troupes italiennes entrent à Addis-Abeba et Mussolini nomme le maréchal Badoglio vice-roi d'Abyssinie ; en Belgique le parti rexiste (fasciste) de Léon Degrelle entre au Parlement (autant d'événements approuvés par *Paris-Centre*) ; les valeurs baissent à la Bourse sous l'effet d'une fuite des capitaux et d'un manque de confiance des milieux financiers dans le futur gouvernement.

Georges Potut rassure ses concitoyens : "*La ville de Decize se transforme et s'embellit*" : après la réalisation de bains-douches ultramodernes, la municipalité installe des égouts ; les fondations du nouvel hôpital reposent sur une assise solide de ciment armé de 4 à 5 mètres d'épaisseur ; le pont de Saint-Privé est élargi avant de déboucher sur la place Saint-Just et cette même place sera bientôt repavée et goudronnée.

A la Chambre, Georges Potut siège parmi les radicaux, donc dans la majorité de Front Populaire. Il est membre de la commission de l'armée et de la commission des mines et de la force motrice. Auteur d'un ouvrage intitulé "*Finances de la Paix*", il souligne l'importance des faits économiques dans la politique et analyse les problèmes financiers posés à l'issue de la Grande Guerre.

Parallèlement à son activité politique, Georges Potut est président de la Confédération Nationale des Associations des Classes Moyennes, président de la Chambre de Commerce Franco-Italienne.

Les grèves de mai-juin 1936.

Le ministère Blum est mis en place le 4 juin. Il est tout de suite confronté à une situation difficile. Pour écarter toute menace de coup d'Etat, il dissout les ligues factieuses (Solidarité Française, Les Croix de Feu, les Francistes et les Jeunesses Patriotes). La rente a baissé de 10 à 15% ; le franc sera dévalué afin de préserver l'économie des fluctuations excessives. Mais la principale préoccupation est ailleurs. Depuis déjà près de trois semaines, des grèves ont éclaté, d'abord dans l'industrie métallurgique des grandes agglomérations (région parisienne, Nord). A partir du 27 mai, elles se sont étendues à toute la France, avec un rythme et une répartition irréguliers. Les ouvriers occupent leurs usines, pour éviter d'être bloqués à l'extérieur par le patronat et licenciés (lock-out).

Le 8 juin, après une nuit d'âpres négociations, les accords Matignon sont signés entre le Président du Conseil, les représentants de la Fédération de la Production Française et ceux de la Confédération Générale du Travail. Les conventions collectives, déjà prévues en 1919 mais peu appliquées, sont généralisées. Une augmentation des salaires est accordée (12% en moyenne). La durée hebdomadaire du travail est ramenée à 40 heures. Quinze jours de congés payés annuels sont prévus. D'autres mesures visent à améliorer l'habitat ouvrier, à financer des grands travaux, à prolonger la scolarité, à réformer la Banque de France, à créer un Office des Blés, à nationaliser les usines d'armement.

Dans la Nièvre, le mouvement arrive plus tard. L'entreprise de travaux publics Heyman, qui construit le château d'eau de Nevers, cesse le travail quelques jours au début de juin. Aux ateliers de réparation de locomotives de Vauzelles, le conflit s'arrête le 11 juin ; un accord est trouvé sur les points suivants : augmentation des salaires et des bonis, 12 jours de congés payés par an, respect du droit syndical et des délégués d'usine. Aux aciéries d'Imphy, l'occupation des locaux par 1400 ouvriers ne dure que du 12 au 14 juin. Différents établissements de Fourchambault sont en grève par intermittence.

A Decize, les entreprises sont touchées diversement entre le 15 et le 18 juin. Comme la revendication se déclenche tard, après l'octroi d'importantes avancées sociales par les représentants du patronat national, les conflits sont atténués ².

2 Bilan présenté dans le journal *Paris-Centre*, 17, 18 et 19 juin 1936.

- Les ouvriers des Sables et Gravieres de Loire cessent le travail et présentent leurs revendications à la direction le lundi 15 ; dès le lendemain, à 11 heures, c'est la reprise.
- L'exploitation de kaolin de l'Usine Roblin est fermée le 16 ; la grève cesse le 18, après une discussion de deux heures.
- Aux ateliers des Lampes Sully et Argonic, il y a un certain flottement et des pourparlers autour des cahiers de revendications le mardi 16, mais le travail reprend dans la même journée.
- Les ouvriers de la Bonneterie R. Fragny débrayent une heure ; après accord avec la direction, le travail reprend.
- Les dirigeants de la Société Textile (MM. Pétel père et fils), en prévision d'une grève, ferment leurs ateliers mardi matin. Deux jours plus tard, un accord est conclu et les activités reprennent.
- Quelques petites entreprises sont touchées épisodiquement par la grève : les situations se règlent au cas par cas avec les salariés.
- La situation la plus originale est celle de l'Usine Céramique. *"M. Boigues a offert spontanément à son personnel des avantages substantiels dont celui-ci s'est déclaré satisfait. Cette entente parfaite entre les ouvriers et leur patron est d'un trop bon exemple pour n'être pas signalée."*
- Cependant, tout n'est pas si simple. Deux entreprises textiles sont touchées par les conséquences immédiates des grandes grèves : l'une, la Chemiserie de Decize, qui sous-traite pour les Grands Magasins du Louvre, n'a plus de commandes, car les employés des Grands Magasins n'ont pas obtenu satisfaction et poursuivent la grève ; l'autre, la Bonneterie Fragny, ne reçoit plus de matière première et le directeur envisage le chômage technique.

Dans la région proche, certaines entreprises sont paralysées bien plus longtemps. Les faïenciers de Digoin ne reprennent que le six juillet, au moment où le travail cesse aux établissements Pornon de Diou. Une nouvelle grève éclate aux établissements Rémy de Fourchambault ; les vendeuses des Dames de France à Nevers font la grève sur le tas afin d'obtenir les mêmes avantages que leurs collègues parisiennes. Au début du mois de juillet, alors que tout rentre progressivement en ordre en France, les grèves touchent plusieurs villes d'Algérie ; des bagarres opposent les extrémistes de droite et les ouvriers syndiqués, des ouvriers indigènes sont malmenés.

Face aux grèves, les divers mouvements socio-politiques réagissent à leur façon. Le journal clérical *Le Nivernais* déplore d'abord le désordre causé par les grèves, puis il compatit aux difficultés des salariés et, après les accords Matignon, il soutient énergiquement les thèses du catholicisme social. La C.F.T.C. crée un syndicat professionnel de la métallurgie dans la Nièvre, la J.O.C. tente de noyauter le mouvement de contestation et d'*amener Dieu à l'usine*, une section J.O.C.F. existe à Decize en avril 1937. A l'autre extrémité de l'échiquier politique, le Secours Rouge - émanation de Parti Communiste - est aux côtés des grévistes dans tous les conflits. Ses animateurs sont Branger, Jourdain, Chatout, Marcel Barbot (futur député) et un agitateur anarchiste, Pierre Pactole, surnommé Jésus-Christ.

La deuxième vague de grèves.

De nouvelles grèves éclatent en septembre-octobre 1936 et en février 1937. Il s'agit souvent d'entreprises ou de branches d'activités dans lesquelles les nouvelles lois ne sont appliquées que partiellement, voire refusées. L'exemple vient des usines métallurgiques du Nord, de Michelin à Clermont-Ferrand et de l'entreprise Breloux à Nevers (dont la direction a licencié plusieurs salariés et se trouve confrontée à des actions en justice).

A partir du 7 septembre, les ouvriers du bâtiment de la Nièvre cessent le travail. Le mouvement touche Nevers, La Charité, Fourchambault, Château-Chinon et La Machine. Le lendemain, il s'étend à Fourchambault, Imphy et Decize. La principale revendication est salariale : les ouvriers du bâtiment réclament des tarifs horaires échelonnés entre 4,25 francs pour les manoeuvres et 5 francs pour les travailleurs les plus qualifiés. Après une manifestation à Nevers, la grève se termine le samedi soir 12 septembre : le patronat et les syndicats se mettent d'accord sur des nouveaux salaires horaires allant de 3,70 à 4,75 francs; quant aux emplois dérivés, les camionneurs gagneront désormais 950 francs par mois et les charretiers 800 francs par mois. Deux semaines plus tard, c'est le tour des mineurs de kaolin. Les 38 ouvriers de la carrière Roblin protestent contre le retard apporté par la direction pour signer le contrat collectif et ils demandent une importante augmentation de salaire ; ils ne rejoignent pas leur chantier le 7 octobre ; le lendemain, les 19 ouvriers de la carrière Blandin, à Fleury-sur-Loire, les imitent. Les deux conflits sont réglés le 12 octobre.

Les ouvriers des exploitations forestières se mettent en grève à partir du 30 janvier 1937 ; à La Machine, on compte 90 grévistes le 20 février ; le 23 février, c'est l'ensemble de la profession qui est en grève ³.

3 A.D.N., cote I M 4297, Cabinet du Préfet, situation des grèves.

Dissolution des liges et apparition de nouveaux partis de droite.

Le 18 juin 1936, le gouvernement du Front Populaire, se basant sur les menaces de subversion et les nombreuses attaques virulentes (en particulier un flot de propos antisémites visant Léon Blum), a dissous les liges d'extrême-droite.

Mais les militants se regroupent à nouveau et fondent une pléiade de petits partis. Dans la Nièvre, le Parti Social Français est présidé par Robert Souvay, avocat à Nevers ; une section existe à Decize, dirigée par le pharmacien Henri Gur et l'ingénieur Tripier ⁴. Les chefs du Parti Républicain de la Nièvre sont le docteur Subert, MM. de Nadaillac (ancien député) et de Thoury. Dans les rangs du Parti Agraire-Front Paysan, on retrouve le vicomte de Damas, *exploitant agricole* à Anlezy, et Henri Flandin, polémiste chevronné des journaux de droite. Les derniers militants des Jeunesses Patriotes se sont intégrés au Parti National Populaire.

Tous ces partis ne pèsent pas lourd sur l'échiquier politique, d'autant plus qu'ils ne pourront pas avoir de représentants élus, faute d'élections ⁵. Certains de leurs membres deviendront sans grande difficultés les cadres de la collaboration. Le docteur Subert et le général de Nadaillac prendront une part importante dans les mouvements de Résistance. D'autres sauront se retirer de la politique pendant la guerre, ou *retourner leur veste* en 1944. Mais l'électrochoc de la défaite de 1940 va provoquer dans tous les partis des reniements et des rapprochements incongrus.

Western à Diennes-Aubigny.

Diennes-Aubigny est un village paisible. Pourtant, le 2 mai 1936, les villageois ne comprennent pas. Pourquoi M. Dauteloup a-t-il été tué à bout portant de trois balles de fusil de chasse par le bûcheron Etienne Chandelier, que certains voisins présentent comme un brave gars et d'autres comme "*une sorte d'ours mal léché*" ? S'agit-il d'une vengeance? Chandelier, qui braconnait de temps à autre, était-il menacé d'une dénonciation par M. Dauteloup ?

Ces questions restent sans réponse car Chandelier, cerné par les gendarmes de Saint-Benin-d'Azy quelque temps après son crime, a engagé une fusillade avec eux. Le gendarme Sigorel a été atteint par une balle, mais il a eu le réflexe de tirer à son tour et Chandelier s'est écroulé, une balle dans

4 Le quotidien *Paris-Centre* soutient très activement le Parti Social Français et donne de longs extraits des discours du colonel de La Rocque.

5 A part quelques élections partielles, il n'y aura plus d'élections générales en France jusqu'à la Libération.

la tête ; le meurtrier ne pourra pas expliquer les mobiles de son acte.

La Commune Libre de Saint-Privé.

Pendant la Révolution, le faubourg Saint-Privé était devenu momentanément la Commune des Sans-Culottes d'Aron, avant de fusionner avec Decize. Le dimanche 11 octobre 1936, on célèbre la première année de la Commune Libre de Saint-Privé : maire et adjoints en haut de forme, garde-champêtre en tricorne et population du quartier ont levé le verre sous les marronniers et écouté un discours burlesque prononcé par le citoyen Achille : le faubourg possède désormais une « *magnifique place plantée de marronniers..., une source qui supporte très bien le Pernod..., un abattoir classé monument historique...* » ; les habitants attendent avec impatience l'arrivée des gardes mobiles⁶ et la réalisation d'un grand égout⁷.



(Brochure distribuée à l'occasion de cette fête, coll. Pierre Volut).

6 Ils ne viendront qu'en 1953 dans une nouvelle caserne, inaugurée par les Allemands en juin 1940.

7 Discours signé Achille et photos imprimés sur quatre pages par l'imprimeur Joly et diffusés à l'occasion. Archives personnelles.

VINS EN GROS

NOURRY CONSTANT

SAINT-LÉGER-DES-VIGNES (Nièvre)

VINS FINS DE TOUTES PROVENANCES
en caristes et en bouteilles

CHAMPAGNES - MOUSSEUX

184
524
131
118.4

Doit

M^{me} Henry a. St-Leger

R. C. Nevers 31 St-Léger, le 23 Mars 1936 N^o. FONDU FILS - DECIZE

Livrés	1	fut	131	litres vin rouge de pays à 140	783 ⁴⁰ / ₁₀₀
				<i>Fig Fejernas</i>	

Les fûts devront être bouchés hermétiquement aussitôt vides.

Deux remèdes aux maux de la vie quotidienne...

L'AUTOMNE dans le Sang cause des troubles aussi...
dit TANTE ANNIE

En automne, notre sang est comme le temps, c'est à dire sujet à des variations brusques, il des "maux d'automne" qui compromettent nos vies normales, et notre santé. C'est à ce moment là qu'il faut faire la cure facile et peu coûteuse du **JOUVENCE DE L'ABBÉ SOURY**.

Cette composition dont la réputation, chaque jour s'accroît, date de plus d'un siècle, est un remède naturel uniquement à base de plantes. Avec la **JOUVENCE DE L'ABBÉ SOURY**, on fait une "cure par la nature". Elle est vraiment la "Santé de la femme".

Le JUVENCE DE L'ABBÉ SOURY se fait en liquide ou solide.
Écrire dans l'ordre de votre choix, le distributeur JUVENCE DE L'ABBÉ SOURY qui doit porter le portrait de L'ABBÉ SOURY et, en outre, la signature Mag. DUMORTIER.



METRIRES - FIBROMES
MAUVAISES
SUITES DE COUCHES
TUMEURS - VARICES
PALÉRIES
HÉMONORRAGES
ACCIDENTS
DU RETOUR D'ÂGE
CHALEURS - VAPEURS
ÉTOUFFEMENTS

JOUVENCE DE L'ABBÉ SOURY

aucun autre produit ne peut la remplacer

